

Le rôle de la culture d'entreprise dans la résolution de la crise

Cas de l'Algérie

¹Pr. Saïd Boumendjel

Résumé :

Les événements qui ont fait l'actualité de l'occident (crise des subprimes et crise de la dette souveraine) et celle du monde arabo-musulman pourraient nous induire dans l'erreur en séparant la nature des événements : d'un côté, une crise financière, et de l'autre, une crise idéologique. au Nord comme au Sud, ce sont toujours des ménages éprouvés, leur unique point commun : s'en sortir le plus vite possible au moindre coût.

*L'entreprise étant la cellule économique de base, les questions qui se posent comporteraient les défis de la **gouvernance** des entreprises, leurs **niveaux de performance** par rapport à la moyenne mondiale et enfin leurs **stratégies** sur les marchés internationaux.*

Mots-clés (cinq) : croissance – endettement – systémique – ensembliste – culture

ملخص:

الأحداث التي جعلت أخبار الغرب (أزمة الرهن العقاري وأزمة الديون السيادية) والعالم العربي مسلم يمكن أن تؤدي بنا إلى الخطأ في التحليل عن طريق الفصل بين طبيعة الأحداث: على جانب أول، الأزمة المالية، ومن ناحية أخرى، الأزمة الأيديولوجية. لكنه في الشمال وفي الجنوب هي الأسر التي تعاني: لها نقطة مشتركة فقط و هي الخروج في أسرع وقت ممكن بأقل تكلفة. فالمؤسسة و التي هي وحدة اقتصادية أساسية، بالتالي تشمل القضايا تحديات حوكمة الشركات، ثم مستويات أدائها بالمقارنة مع المتوسط العالمي، وأخيرا استراتيجياتها في الأسواق الدولية.

الكلمات المفتاحية: (خمسة): النمو - الديون - النظامية - التجمعية - الثقافة

Abstract:

The events that made news in the West (subprime crisis and the sovereign debt crisis) and in the Arab-Muslim world, could lead us into error by separating the nature of events: on one side, a financial crisis, and on the other, an ideological crisis. North and South, it is always households who are proven, and their only common point: get out as quickly as possible at the lowest cost.

If the companies are the basic economic unit, the issues would include the challenges of their corporate governance, their performance levels compared to the world average and finally their strategies in international markets.

Keywords (five): growth - debt - systemic - ensemblist – Culture

¹ Pr. Saïd Boumendjel. bohm_engel2005@yahoo.fr

1- Introduction générale :

Un monde dans tous ses états et des théories sans réponse

La compréhension du contexte sociohistorique et socioculturel dans lequel évoluent nos entreprises peut sans doute nous aider à imaginer les chemins de croissance qu'elles auront à emprunter impérativement. Or, à l'heure actuelle, le tableau des événements mondiaux n'est pas alléchant du tout. Même la puissante Amérique est elle aussi en plein « *printemps arabe* ». L'U.E est agitée par l'état de ses membres (situation grecque, ukrainienne...). Quant au RDM et notamment les pays du Tiers-monde, la longue liste de leurs conflits y est effrayante!

Chaque analyste aura donné son point de vue selon sa propre vision et, après avoir longtemps galvaudé le terme de mondialisation, tous ont finalement évoqué le concept de crise. Cependant, que veut-t-on dire par crise alors? Comment doit-on réagir à son encontre ?

D'abord, doit-on définir la crise selon le pays affecté? Nous ne le pensons pas vraiment, car nous avons constaté que, partout, ce sont des ménages éprouvés avec des familles explorées et des cellules humaines qui sont touchées dans ce qu'elles ont de plus cher : leur chair. Quelles différences y-a-t-il, dans ce cas, entre les familles qui souffrent à New York ou à Paris et celles qui le sont d'autant à Moscou, Kiev ou Pékin ou encore en Afrique, à Niamey, Dakar, Le Caire ou Alger?

Ensuite, ne doit-on pas plutôt chercher à découvrir quel est le point commun à tous ces damnés de la terre? En effet, ils sont tous affectés par la crise internationale, qui est pratiquement celle d'une absence de croissance dans les pays développés et celle du mal développement dans les pays du tiers-monde. Ceci dit, cette crise de la fin des années 2000, qui ne semble plus se cantonner à la mondialisation économique et à la globalisation financière, est-elle d'ordre systémique ou ensembliste? Telle est la question.

Alors, sur quels éléments doit-on s'appuyer pour faire démarrer le processus de croissance économique ? Et, l'entreprise étant la cellule économique de base, peut-elle mener le pays vers un développement durable?

Apparemment, toutes ces questions concerneraient en fin de compte trois niveaux de réflexion :

1-d'abord, celui des défis de la gouvernance des entreprises, privées ou étatiques. Soulignons que la bonne gouvernance a pour résultat de réduire la persistance des mauvaises politiques publiques et de favoriser la mise en œuvre de meilleures politiques ;

2-ensuite celui des niveaux de performance de ces entreprises par rapport à la moyenne mondiale.

3-et enfin celui des stratégies et comportements des mêmes entreprises sur les marchés internationaux. Soulignons ici que la théorie ricardienne et celle d'Heckscher-Ohlin sont dépassées : avantages comparatifs ou compétitivité ?

Il est non moins vrai qu'il est intéressant et utile de chercher à apprécier l'évolution de la gouvernance d'entreprise en Algérie. Sans doute, la référence à la culture de ces entreprises pourrait nous éclairer un peu mieux sur le rôle de ces entreprises. Nous allons faire l'effort de démêler cet imbroglio de questions à travers l'analyse des événements qui ont fait l'actualité de l'Algérie et du monde dans un monde dans tous ses états. Nous verrons ensuite comment se dénouent les problématiques du développement durable avant de présenter celles d'une éventuelle sortie possible des crises assez rapidement et au moindre coût.

Certes, la gouvernance est généralement plus faible dans la région MENA que dans les pays développés. Mais, notons au passage, comme Goetzmann (1) l'explique dans son dernier ouvrage (Atlantico, 2013), que les différents gouvernements européens sont aujourd'hui confrontés à un manque évident de résultats, ce qui mettrait en doute la validité du diagnostic établi durant la crise. En se reposant sur les seules politiques de lutte contre les déficits publics, l'Europe n'est pas parvenue à améliorer sa situation, aussi bien concernant le chômage que concernant les niveaux de dettes des Etats. Mais, pourquoi donc a-t-on ignoré les entreprises dans tout cela ? Il doit sans doute y avoir d'autres explications de la crise pour pouvoir s'en sortir.

1^{ère} partie : Les événements qui ont fait l'actualité de l'Algérie et du monde

Il nous semble indispensable d'éviter la séparation des cas de par le monde, car aucun pays ne peut plus vivre en autarcie quand bien même son état serait le plus enviable.

1-1-Le cas de l'ALGÉRIE :

Depuis l'indépendance en juillet 1962, l'Etat algérien a toujours conçu son modèle de développement comme une sorte de réaction à la bourgeoisie néocolonialiste encore présente dans le pays – d'où l'adoption du modèle yougoslave pour l'Agriculture et du modèle soviétique pour l'industrie avec sa gestion socialiste des entreprises. Mais, sachant qu'aucun modèle de développement n'est universel et ne peut s'appliquer à tous les pays et continents à la fois, l'Etat algérien indépendant aurait dû s'atteler d'abord à se réformer en réformant les institutions présentes héritées de l'époque coloniale (le système administratif trop paperassier, l'E.G.A devenue Sonelgaz, la SNCF devenue SNCFA, les Mairies devenues des A.P.C, etc.).

Sous la présidence de Chadli Bendjedid, dans les années 1980, les dirigeants algériens, qui marginalisèrent les équipes industrialistes du défunt Houari Boumediene, donnèrent, selon Bessa (2), un "*coup de barre à droite*" qui allait plonger l'Algérie quelques années seulement plus tard dans une grande tragédie.

Il a fallu donc une révolte de la population en octobre 1988 pour forcer l'Etat à produire tout un train de mesures visant à réformer ses structures macroéconomiques. Depuis, il fallait gérer le malaise en évitant le *patriotisme exagéré* en économie et l'*égoïsme* dans la répartition des revenus. Mais, l'Etat n'a jamais pu juguler les appétits des couches moyennes, ni ceux de l'ancien "*lumpen*", sans foi ni loi, que le "*capitalisme sauvage*" allait enrichir sans cause...

Depuis, rien n'a changé sur le plan de la distribution des pouvoirs de décision. Malgré certaines mesures de rafistolage de la part de certains nouveaux dirigeants et, comme l'a récemment déclaré à Bruxelles le premier ministre par intérim (2014), "*les énormes progrès réalisés dans la formation depuis 1962 à ce jour et dans les services de base, notamment l'accès au gaz, où 90% de la population dispose de cette énergie*", la synthèse des résultats est loin d'être probante. En janvier 2011, par exemple, des émeutes éclatèrent à nouveau un peu partout dans le pays pour dénoncer l'inefficacité d'une politique économique de clan qui a finalement consisté à détruire tous les fleurons de l'économie algérienne à travers la privatisation et le bradage de plusieurs entreprises publiques déclarées frauduleusement en faillite par les lois des nouveaux "*Saigneurs*" du pays. La plupart des quinquagénaires sont également exclus de leurs postes contre un minable pécule compensatoire. Le chômage des jeunes explosa en parallèle.

Pour le professeur Tayeb Hafsi (3), l'on peut dire de la perte de boussole de la gouvernance économique algérienne dans les années 2000 qu'elle est désormais avérée. Il est non moins vrai, comme l'avait écrit Launois (4), il y a de cela plus de quatre décennies déjà, que "la direction des entreprises est devenue une tâche difficile. Elle exige des connaissances étendues, des réflexes rapides et sûrs. Il n'est plus possible de conduire une importante affaire en se laissant guider par l'événement, la notoriété étant alors le gage essentiel de la sécurité." Continuer à placer des médiocres à la tête des entreprises, c'était aller droit au mur.

1-2-Le cas du MONDE :

En invoquant le caractère capitaliste de la mondialisation, Michel Husson (Europe solidaire, 2003) dit que l'essence de la mondialisation réside dans la tendance à la constitution d'un marché mondial. Certes, mais, ce qu'il y a *de nouveau par rapport aux étapes antérieures*, c'est que le processus de mondialisation va beaucoup plus loin et tend à la formation d'un *espace homogène de valorisation*. Le travail socialement nécessaire – ou encore, pour adopter un langage plus moderne, les normes de *compétitivité* et de *rentabilité* – tendent à s'établir directement à l'échelle mondiale. Désormais, de deux choses l'une :

1-ou bien on s'aligne sur les critères d'hyper-rentabilité (les fatidiques 15 % de rendement que les investisseurs exigent);

2-ou bien on disparaît comme producteur.

Ainsi, même s'il y a eu une reprise de la croissance qui se confirme dans certains pays développés (USA, UE) d'après Patrick Arthus (5), la *globalisation financière*, en laissant le financier se hisser sur le dos du banquier et imposer ses règles au producteur réel, a finalement entraîné de nombreux pays à la faillite et à la dette : la Grèce, le Portugal et bien d'autres sont de très bons exemples d'une incompréhension totale de l'expression *bonne gouvernance* et de la quasi-ignorance volontaire de celle de *développement durable*. Les analyses de marché fondées sur le seul calcul des bénéfices n'ont pas su maîtriser les anticipations mimétiques et les comportements moutonniers qui furent à la base même de l'emballlement des marchés boursiers et de leurs krachs.

Mais, en quoi la *culture d'entreprise* serait-elle amenée jouer un rôle quelconque ? Et, quelles sont les possibles contributions de l'entreprise aux "*mondes en développement*" ?

2^{ème} partie : Mais de quel développement s'agit-il ?

Dire que l'entreprise a un rôle à jouer dans la croissance d'un pays est sans doute plus facile à appréhender que de parler de sa contribution au développement. De nombreuses raisons peuvent tendre à l'expliquer et la première tient au fait que la notion de développement n'a jamais été perçue de la même manière par tout le monde. Si au début du siècle dernier le développement était perçu comme un rattrapage du retard accusé par certaines économies nationales, l'on s'est ensuite demandé si cet objectif était réellement celui que tous les Etats du monde désiraient. Au milieu du 20^{ème} siècle, tous les pays plus avancés que le RDM (reste du monde) s'intéressaient surtout à leur taux de croissance (PIB, exportations, etc.). La course aux plus forts taux devint courante. Le baby-boom fit ensuite rage jusqu'à la fin des années 1970, au moment où l'économie fut perturbée par les deux chocs pétroliers. Dès lors, l'économie redevint malthusienne. Dans une telle situation, aurait

dit Robert Malthus (1766 –1834), "*Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture, et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert vacant pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques convives du banquet.*"(6)

2-1-Des inégalités de développement persistantes

Aujourd'hui, on constate que la pauvreté condamne des millions de personnes à la survie au jour le jour, avec des conditions de vie inacceptables et précaires : ces personnes rencontrent des difficultés souvent insurmontables pour avoir accès à l'alimentation, à l'eau potable, aux soins, à l'éducation, au logement. Ainsi, la pauvreté est devenue la première cause de mortalité dans le monde : la faim et la malnutrition, l'absence d'eau potable, d'assainissement, l'impossibilité d'accès aux services de santé, l'insalubrité, l'absence de vaccination des enfants... tuent des millions de personnes chaque année (7).

Jean Gadrey (8) appelle "*pays riches en 2004*" les pays dont le produit intérieur brut par habitant (PIB/hab.) était, en 2004, supérieur à 29.000 dollars en parités de pouvoir d'achat. Dix-huit pays étaient dans ce cas (dont la France, classée 17^{ème}). Par contre, les "*pays pauvres en 2004*" sont ceux dont le PIB/hab. était inférieur à 1.800 dollars en PPA, soit trente pays. La majorité d'entre eux sont en Afrique subsaharienne, dont le Nigeria, avec 130 millions d'habitants, et l'Ethiopie, avec 76 millions.

Ainsi, Gadrey constate qu'en moyenne et en termes de pouvoir d'achat, un habitant du groupe des dix-huit pays riches en 2004 est 33,5 fois plus riche qu'un habitant moyen du groupe des trente pays pauvres. Et, toujours d'après lui, de 1820 à 1992, en dehors de quelques périodes de répit, les inégalités mondiales ont toujours été en nette hausse, essentiellement sous l'effet de la vive progression des inégalités entre pays. En 1820, le revenu moyen des 5 % les plus riches du monde était "seulement" vingt-sept fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1992, ce rapport était de 65, soit deux fois et demie (2,4 fois) plus élevé. Année après année, écrit Harribey (9), les rapports du PNUD sur le développement humain insistent sur le fait qu'il y a toujours 1,2 milliard de personnes qui vivent avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour et que 2,8 milliards vivent avec l'équivalent de moins de deux dollars par jour.

Comme l'a écrit Jean Ronald Legouté (10), "nous ne prétendons nullement effectuer une exploration complète; pas davantage, nous ne voulons, ni ne pouvons faire un inventaire conceptuel de toutes les connotations et dénnotations du terme "*développement*", des contextes dans lesquels il se manifeste, de ses significations ou de ses usages à travers les différents champs disciplinaires qu'il implique. Cela nous imposerait, pour une analyse valable de son contenu, la coopération de toutes les sciences sociales : économie, sociologie, démographie, anthropologie, géographie, psychologie *etc.* Aucune de ces sciences ne peut prétendre apporter, à l'intérieur de son seul champ, une explication exhaustive au concept de développement. Comment conceptualiser une notion qui intègre, de façon claire et opérationnelle, des données de nature aussi diversifiée? Comment y intégrer des objectifs et des priorités alors que chacune de ces disciplines œuvre selon sa logique propre?"

Fort de cette problématique, nous ne retiendrons en arrière-plan, dans le cadre de cette réflexion que les dernières définitions formulées par des auteurs récents ou par des institutions internationales pour saisir le phénomène au confluent de ses interactions multidisciplinaires. Et pour comprendre l'expression de *développement durable*, nous sommes tout naturellement obligés de partir des définitions possibles du développement tout court. Or, il n'est pas possible de les comprendre sans un passage obligé par celles de la *croissance*.

2-2-Croissance pour tous et développement pour certains

Or, si *tout ce qui croît change en croissant* (Perroux), "*tout ce qui croît fait aussi décroître autre chose*" (Colin Clark, les conditions du progrès économique, 1940). Ainsi, même dans les grands pays ayant une certaine tradition moderniste et industrialiste, il semble que l'on n'ait pas compris que finalement tout se ramenait à la question de *répartition des revenus et des richesses*, par le biais du problème du *pouvoir d'achat* des consommateurs, d'où la question de l'accumulation des richesses des nations (croissance et développement)? N'est-ce pas, comme l'avait écrit Jules Verne dans vingt-mille lieues sous les mers, que "*le plus grand trésor est un esprit sain avec un ventre bien rempli*" (11) ?

Progressivement, d'après Albert Meister (l'inflation créatrice, 1975), les économistes, ont compris le cercle vicieux de la croissance et se sont désormais employés à définir la croissance d'une manière plus qualitative. C'est peut-être Jean Fourastié qui, en exposant "*la réalité économique*" (1986), avait surtout tenté de définir la croissance d'un point de vue beaucoup plus social qu'économique. Il aura sans doute lu au moins deux ouvrages : d'abord, celui de Raymond Aron, "*Dix-huit leçons sur la société industrielle*" (1962) et compris comme lui que "les phénomènes qui déterminent la croissance sont essentiellement qualitatifs" ; et ensuite, l'ouvrage d'Alfred Sauvy, "*Mythologie de notre temps*" (1971) et compris que le *facteur essentiel du développement* et du progrès n'est pas le capital, mais le *savoir* des hommes, leur aptitude à créer des richesses. (12)

De plus en plus, le monde de l'économie prend conscience du rôle des entreprises dans le développement à travers la croissance économique. Avec le concept de "*croissance durable*", les économistes redécouvrent également que le problème du développement n'est pas seulement un problème de pays "en voie de développement", mais il est aussi celui des pays "développés" et que la finalité du développement ne peut jamais être réduite aux buts propres à l'activité économique et encore moins à l'accroissement des indicateurs monétaires. Désormais, les chercheurs macroéconomistes des pays calculent la quantité de capital requise pour atteindre le taux de croissance économique souhaité sur la base des besoins de financement (13). Sauf que ce genre de calcul est apparu contestable pour plusieurs raisons depuis que la globalisation financière en a bouleversé la donne.

2-3-Développement durable et/ou raisonnable

Un siècle et demi plus tard après l'apologie du banquet de la nature de Malthus, dans les années 1970, Celso Furtado avait proposé le concept d'"*écodéveloppement*", proposition qui réapparue sous le nom de "*développement durable*" rencontra un très large écho auprès des économistes soucieux des problèmes humains et écologiques.

Popularisée par la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (Commission Brundtland) en 1987, l'expression "*développement durable*" appelle à un développement qui réponde aux besoins des générations présentes sans hypothéquer le bien-être des générations futures. Tous les pays sont donc concernés. Ils le sont davantage lorsqu'éclate une crise et, à titre d'illustration, nous rappellerons la récente crise des Subprimes de 2008. Depuis cette date fatidique, la crise a pu être considérée comme le plus grand des obstacles au développement d'aujourd'hui. Nombreux comme Alain Touraine (Seuil, 2010) furent les sociologues et les économistes à se poser la question de savoir si la crise économique que nous traversons agissait (ou non) sur les tendances à long terme de nos sociétés qui les transforment (ou qui les déforment). Selon Touraine, la crise, en séparant encore davantage l'économie de la société, sous l'effet de l'autonomie croissante des *logiques spéculatives et financières*, est susceptible d'influer de deux façons sur cette tendance à long terme. Frappés par le choc économique et social, les acteurs peuvent, en effet, tout aussi bien subir une exclusion sociale croissante que voir s'accélérer la mutation culturelle inscrite dans le long terme.

Cela est sans doute dû au lien devenu trop étroit entre développement financier et développement économique, ce qui a été reconnu par la littérature économique "depuis les années soixante", comme l'écrivait déjà Jean-François Goux (14); et Goldsmith (1955, 1969), Gurley et Shaw (1955) en furent les précurseurs. Rapidement, la structure financière devint même l'une des conditions ou un des éléments de la stratégie de développement économique, sous l'impulsion d'auteurs comme Gurley et Shaw (1967), Mc Kinnon (1973, 1991), Shaw (1973) et ensuite Drake (1980), Gupta (1984), Fry (1988, 1989), Long (Banque mondiale, 1989), Thornton (1991, 1994), King et Levine (1992, 1993). On pourrait même y associer toute la littérature sur la croissance endogène, mais qu'il serait trop long de citer ici ainsi que les plus récentes des thèses ad hoc.

Evidemment, les nouvelles théories du commerce international (Krugman, Porter, Vernon, etc.) montrent clairement qu'aujourd'hui, le développement durable d'un pays ne peut pas s'obtenir uniquement sur la base des seuls avantages naturels comparatifs qu'il possède éventuellement. Il doit surtout en faire usage pour améliorer le niveau de compétitivité de ses propres unités de production, de fabrication et de réalisation et leur permettre de faire face à la concurrence acharnée des entreprises étrangères qui l'envahissent, car tel est le propre des véritables "*mondes en développement*".

Michael Huemer, jeune professeur de philosophie de l'Université du Colorado, vient de publier un court essai intitulé : "*éloge de la passivité*". D'après les commentaires faits par Goetzmann, le professeur Michael Huemer (15) met directement en cause l'*ignorance* du public, des politiques et des experts, dans les sociétés libérales. **La complexité de ces sociétés, dit-il, couplée à un débat dominé non pas par la connaissance mais par l'idéologie, aboutirait à un système irrationnel. En conséquence, Huemer demande que les politiques essayent simplement de ne pas faire de mal, d'être passifs.** Mais, est-ce que l'entreprise y est intégrée et pris en considération? De nombreuses divergences montrent que cela ne fut pas toujours le cas. En Algérie, l'entreprise Sonatrach ne passe pas inaperçue du fait de son monopole naturel sur les hydrocarbures, véritable avantage naturel comparatif.

C'est sans doute **la complexité des sociétés libérales et néolibérales actuelles qui a rendu floue la vision du développement. Dans une sorte d'amalgame avec la croissance, comme si la finalité du développement est d'avoir un niveau optimal du PIB et non celui de la satisfaction des besoins sociaux et collectifs d'une société, les**

PVD ont tendance à copier ce qui se passe outre-mer chez les pays développés et avancés pour appliquer leurs solutions de sortie de la crise. N'est-ce pas tomber de Charybde en Scylla ? Les risques de tomber sous le pressoir des grandes puissances étant pires, peut-on vraiment parler de développement raisonnable ?

3^{ème} partie : Le comment des perspectives de sortie des crises ?

En fin de compte, que ce soit en Algérie ou dans le reste du monde, le problème est que l'on a peut-être délaissé l'*entreprise* qui est l'agent économique principal de la croissance économique et la cellule de base qui distribue les revenus aux autres agents (travailleurs et Trésor public). A la suite de nombreuses thèses et analyses, la question à poser serait la suivante : si, apparemment, la banque fut le principal détonateur de la dernière crise, l'*entreprise* peut-elle représenter le salut logiquement espéré si sa culture est orientée vers lui ? Serait-elle la seule véritable force de développement qui reste ?

En qualité d'économistes, nous ne pouvons, à ce niveau, omettre les contributions du professeur américain Edward Christian **Prescott** (né le 26 décembre 1940) selon lequel, du point de vue méthodologique, la *macroéconomie* se construit sur des fondements microéconomiques : il s'agit de partir du *comportement des ménages et des entreprises* pour en déduire les relations agrégées. Pour ce professeur qui a obtenu le Prix Nobel en 2004, les fluctuations économiques peuvent être expliquées par des chocs touchant la *productivité des entreprises* davantage que par des variations de la demande.

Et, même si la crise financière de l'année 2008 devrait conduire à une réévaluation des postulats de la NEC (Nouvelle économie classique) dont il a été un éminent représentant, il n'empêche que, dans son ouvrage sur "*Les richesses défendues*" coécrit avec Stephen L. **Parente**, le professeur **Prescott** a bien mis en évidence que *ce sont les différences dans la "productivité totale des facteurs" (PTF) de chaque pays qui expliquent les inégalités entre les pays. Ces différences de productivité doivent beaucoup aux attitudes des gouvernements et des industriels face à l'innovation* (16). Ainsi, on devine où s'épurent les facteurs ou les forces du développement : c'est dans l'entreprise.

Seule l'entreprise est la cellule économique de base du processus de croissance et de développement qui permet de redistribuer du pouvoir d'achat aux citoyens.

Les événements qui ont fait l'actualité de l'occident dès 2008 (crise des subprimes) à ce jour (crise de la dette souveraine) et celle du monde arabo-musulman (Egypte, Tunisie, Libye, Syrie entre autres) pourraient, là aussi, nous induire dans l'erreur en voulant séparer la nature de tels événements avec d'un côté une crise financière et de l'autre une crise idéologique.

Mais, dans les faits réels, ce qui inquiète au premier abord chaque pays c'est surtout l'impact de la *crise financière mondiale*. La question est de savoir l'éviter dès son amorce et de trouver le moyen de "*se revigorer*" face à de quelconques récurrences. Si le citoyen est économiquement avant tout l'agent consommateur du système, l'entreprise en représente la solution car elle est l'agent producteur et reproducteur. Son expansion devient incontournable pour un bon fonctionnement des activités économiques et de bons rapports sociaux entre les agents qui participent à la vie socio-économique du pays et à son développement.

A ce titre, la raison humaine est interpellée dans trois grands domaines essentiels :

1-d'abord, sur le plan de la gouvernance des entreprises ;

A ce niveau, l'entrepreneur est appelé à jouer davantage le rôle de conseiller de gestion que celui de simple expert-comptable soucieux des seuls problèmes spécifiques de gestion des stocks ou d'analyse des coûts. Il doit se présenter à ses collaborateurs comme un véritable "*économiste plus soucieux d'introduire un état d'esprit dans l'entreprise*" (17).

Six aspects essentiels de la gouvernance doivent être pris en compte parce qu'ils sont importants (18) : Le pouvoir d'influence et la responsabilité ; L'instabilité politique et la violence ; L'efficacité des Pouvoirs Publics ; Le poids de la réglementation ; La primauté du Droit ; et les luttes contre la corruption.

2-ensuite, sur le plan de leurs niveaux de *performance* par rapport à la moyenne mondiale : il s'agit pour elles d'atteindre ou dépasser les objectifs qu'elles s'étaient fixées au préalable. La programmation des travaux et projets n'est pas à dédaigner même en système d'ouverture libérale de l'économie car elle permet aux gestionnaires de suivre l'évolution et le fonctionnement de l'entreprise pour lui éviter notamment les retards et les dérapages éventuels.

Généralement, la performance prend ses sources dans la capacité de l'entreprise à innover et à inventer, conformément aux leçons de base schumpétériennes.

3-et enfin sur le plan de leurs *stratégies* et de leurs *comportements des mêmes entreprises* sur les marchés internationaux (avantages comparatifs ou compétitivité ?) : Selon des informations récentes (19), en matière de communication, le haut débit fixe ou mobile reste trop peu développé dans le monde arabe, estime un Rapport de la Banque mondiale, qui révèle qu'un quart des ménages seulement, hors pays du Golfe, y ont accès.

Différents classements observés à travers les mass médias (exemple, le Journal du Net) laissent apparaître un monde arabe encore en retard sur le plan de la gestion des savoirs en entreprise. À titre d'exemple, le nombre de sites Internet hébergés dans la région MENA ne représente que 0,198 % du total mondial. Et seuls sept pays de la région, presque tous situés dans le Golfe, ont lancé des services commerciaux 4G. Or, selon les experts de la Banque mondiale, la qualité de l'accès au haut débit constitue un *élément-clé pour le développement de l'économie*, car elle renforce la *compétitivité* des services et stimule les IDE.

A notre avis, la problématique passe par deux types d'approches, non seulement par les "*capabilités*", mais aussi par la "*culture d'entreprise*".

1-Premier aspect de la problématique : l'approche des capabilités

C'est cette "*capabilité*", à la fois improbable et sans doute inégalement répartie dans le monde, qui constitue donc le premier aspect de la problématique. L'enjamber avec succès serait faire un grand pas en avant vers la sortie des crises macroéconomiques qui ont frappé et continuent de frapper de plein fouet la plupart des pays du monde des années 2000.

Et encore faut-il également bien interpréter le sens de ce terme qui est tout-à-fait nouveau dans la littérature économique. Suivant la définition qu'en propose Amartya Sen (né le 3 novembre 1933 à Santiniketan en Inde), une "*capabilité*" est, la possibilité effective qu'un individu a de choisir diverses combinaisons de fonctionnements, autrement dit une évaluation de la liberté dont il jouit effectivement (20).

Dans son livre intitulé : *Frontières de la justice: le handicap, la nationalité, l'appartenance des espèces*, publié en 2006 aux presses de l'université Harvard de Cambridge dans le Massachussets, la philosophe Martha Nussbaum (née en 1947) souligne

que, tout en se plaçant dans la lignée de l'approche rawlsienne de la justice, l'approche des capacités prend racine dans l'idée formulée par le "jeune" Karl Marx d'une "vie pleinement humaine" (21).

Avec Amartya Sen, Martha Nussbaum avait développé dans les années 1980 une "*approchite de la capacité*" (capability approach) dans le développement, c'est-à-dire une approche qui voit les *capacités* (telles les "*libertés fondamentales*", c'est-à-dire par exemple l'espérance de vie, l'engagement dans les échanges économiques ou la participation politique) comme une part constitutive du développement et qui voit justement la *pauvreté* comme une privation de ces capacités. Comme nous le percevons, de telles idées contrastaient avec le discours dominant qui ne percevait le développement qu'en termes d'augmentation du PIB et la pauvreté comme une privation de salaire. Chez Amartya Sen, la notion prend racine dans la théorie du choix social ainsi que dans la philosophie morale et dans la philosophie de l'action analytique. La notion de "*capabilité*" est développée dans plusieurs ouvrages d'Amartya Sen, en particulier dans "*Éthique et économie*" ainsi que dans "*L'Idée de justice*".

L'approche des capacités a connu ensuite d'importants développements, notamment dans les travaux de Martha Nussbaum, qui, dès 1982, avait relié l'approche des capacités à la politique du "*care*" de Carol Gilligan (née le 28 novembre 1936, la professeure Carol Gilligan conçut la notion de *care* comme un souci éthique situé, enraciné dans la complexité du contexte et fondé sur la délibération, le soin et la conservation de la relation avec autrui), une politique en fait proposée en 1993 par Joan Tronto (22), et souligne l'ancrage de cette approche dans la tradition de pensée *libérale* en même temps que son inspiration *marxiste*. C'est en quelque sorte une application tardive du principe d'Aristote de l'unité des contraires, n'est-ce pas ?

Comme l'explique Bruno Perreau (23) le terme de "*care*" embrasse en fin de compte diverses conduites où s'entrelacent tout à la fois sollicitude, prise en charge, soins, accompagnement, responsabilité, etc. Le care renvoie ainsi, traditionnellement, à tout un champ d'interventions sociales, plus ou moins techniques, visant à soulager la souffrance humaine et assurer la meilleure qualité de vie possible, y compris environnementale. Mais, pour Joan Tronto, le terme de "*care*" inclut également toutes sortes de gestes quotidiens qui concourent à son propre *bien-être* et à celui de sa communauté de vie. C'est donc parce qu'elle ne limite pas le terme de "*care*" au seul travail social que Joan Tronto remet en question les doctrines *classiques* en philosophie morale qui ignorent largement ce type de pratiques ou, à tout le moins, les subsume dans un ensemble de préoccupations théoriques qu'elles considèrent plus élevées. L'on comprend comment sont nées des centaines d'associations caritatives de par le Monde.

2-Second aspect de la problématique: l'approche par l'entreprise

Ainsi, donc, si le premier aspect de la problématique touchant à la question des capacités est bien abordé et, pourquoi pas, résolu particulièrement par les sociétés en voie de développement (ou encore en état de sous-développement), il est quasi certain qu'on finira par admettre, dans un second temps, que cette sortie de crises ne peut venir que de ces mêmes sociétés. C'est pourquoi nous nous attacherons à voir de plus près ce qui se passe dans le pays que l'on connaît le mieux c'est-à-dire l'Algérie où l'entreprise a été créée ad hoc, *juste pour soulager l'Etat du poids de l'emploi*.

Ainsi, en Algérie, la question qui aurait pu turlupiner ses dirigeants politiques, autant que ceux de nombreuses sociétés, serait la suivante : y-a-t-il donc une *culture d'entreprise*

qui garantissent la performance économique en assurant le lien entre l'éthique, l'entrepreneuriat et le développement ?

Se poser cette question revient à se demander si le cas de l'Algérie indépendante peut servir après un demi-siècle d'indépendance politique. Or, pour en résumer l'évolution chronologique, nous proposons que la thèse que l'Algérie, depuis l'indépendance politique du 5 juillet 1962 à nos jours, est passée par trois périodes essentielles : celle des années 60-70, caractérisée par une politique économique sur injonctions de l'Etat, au travers d'un *plan* ; celle des années 80-90, connue pour les tentatives de libération de l'économie des tentacules du *Pouvoir* politique ; et celle des années 2000, pleine d'incertitudes sans aucune *projection* claire et nette.

2-1- L'Algérie des années soixante-dix semblait pourtant bien partie : La culture d'entreprise existait mais elle était étouffée par la politique.

Mimant pratiquement les néo-libéraux, les immenses directeurs généraux des sociétés d'Etat algériennes des années 70 donnaient l'impression d'aller à contre-courant de l'idéologie socialiste de l'époque puisqu'ils réaffirmaient la supériorité de l'économie de marché dans leurs démarches commerciales, mais *ils renonçaient évidemment au « laissez faire, laissez passer »* du XIX^e siècle. "*Leur particularité*, pour paraphraser David Todd (24), *était d'accorder à l'État un rôle primordial dans l'établissement et le maintien des mécanismes assurant le bon fonctionnement du marché. Sans diriger l'activité économique, l'État devait la réguler, par le droit et en imposant aux acteurs les règles du jeu libéral*". Ils espéraient sans doute qu'à la longue, un jour, il y aurait *l'institution d'une société de marché par l'État* – d'autant plus que l'Etat algérien faisait semblant de jouer tout simplement le jeu.

A cette époque, le secteur économique était pratiquement entièrement nationalisé, mis à part les petits commerces de détail et de distribution en gros, notamment en matière de biens de consommation courante. Excepté le cas de certaines entreprises "reprises" (vacantes après le départ des colons, ou bien déjà existantes depuis la révolution), toutes les autres qui ont vu le jour ont été progressivement enfantées en quelque sorte par les premiers dirigeants. Poussant comme un champ de blé, ces entreprises d'Etat sont toutes parties d'un simple papier : une *décision* ministérielle. Sur proposition du ministre de tutelle, le directeur général de l'entreprise publique (ou société nationale) était alors désigné pour mettre d'abord en place les éléments constitutifs de l'entreprise (budget, fonds nécessaires pour l'investissement, locaux et mobiliers, agencement, organigramme, recrutement du personnel indispensable, etc.) et ensuite pour gérer l'entreprise enfin créée (contact des fournisseurs, signature des contrats, management du personnel et marketing).

Comme nous l'avons déjà écrit (25), "dans cet aspect des choses, le manager général de l'entreprise jouait certainement un rôle majeur puisqu'il consiste à faire adhérer le personnel à *sa propre vision des choses* à l'image d'un chef de famille symbolisant pour ses enfants un modèle de comportement et une vision de la vie".

Pour cimenter, en quelque sorte, le personnel de l'entreprise autour de certaines valeurs tout en générant la stabilité des cadres et des employés au sein de l'entreprise, les DG (directeurs généraux) des années 70-80 ont fait appel à toutes les composantes essentielles de la culture nationale, telles que l'histoire du pays et l'histoire de l'entreprise (grands hommes, fondateurs, évolution des produits, etc.), les rites de la population, ses symboles divers, la structure et le système du Pouvoir en place, ses mythes, ses principaux personnages et ses modèles de représentation sociale (héros), ainsi que les méthodes essentielles de travail utilisées, les habitudes et les modèles de vie, etc. Ce sont là tout autant de faits et d'éléments qui ont pu, à un moment comme à un autre, composer une

culture d'entreprise ni hitlérienne, ni chinoise, ni coréenne, mais une culture purement algérienne, capable de galvaniser les travailleurs au nom des intérêts majeurs de la nation à travers les critères du CIEL, tels que : Compétence, Intégrité, Engagement et Légitimité (c'est-à-dire surtout légitimité révolutionnaire).

2-2-**L'Algérie des années quatre-vingt** a plutôt permis le déclenchement des révoltes et noirci le décor des années quatre-vingt-dix. C'est au cours de cette période des années 80 que l'on a vu la *culture d'entreprise* en train de s'effiloche sous les coups de boutoir des tentatives de privatisation et de disparaître complètement. L'économie nationale s'en était ressentie et on a accablé la mondialisation pour tous ses résultats.

Si l'on se réfère au graphique sur l'état comparatif des données algériennes par rapport au monde, publié par la Banque mondiale (26), nous constatons un véritable creux dans les années 80-90 du siècle dernier. En ce qui concerne le Revenu national brut par habitant en dollars, nous soulignons sa stabilité quasi-permanente depuis les années 1984-86 jusqu'au milieu de la décennie quatre-vingt-dix, période de l'application du programme d'ajustement structurel préconisé par le FMI.

Le taux de croissance du PIB algérien n'a jamais pu atteindre 5 à 6% depuis 1980 (voir le 2^{ème} graphique). Si, après leur chute en 1985-1986, les exportations ont évolué entre 30 et 40% du PIB, toujours à la hausse, les importations ont commencé, quant à elles, à diminuer dès les années 1978-80, tout en se maintenant aux environs des 20 à 25% du PIB. Quand on sait qu'à la fin des années 80, le secteur pétrolier et gazier représente toujours 98% des exportations, 70% des recettes publiques et près de 40% du PIB du pays, mais qu'il n'emploie que 2% de la main-d'œuvre, d'après des déclarations officielles (27), il y a de quoi vraiment s'inquiéter pour l'Algérie des années 2000.

Or, ajoutons-le, quelle qu'elle soit, l'entreprise performante, en Algérie comme ailleurs, reste encore une structure économique fragilisée par un environnement mondial créateur d'inégalités qu'elle ne maîtrise pas. Dans un tel contexte de mondialisation, la diversité et la pluralité des comportements de gestion sont de mise.

En effet, les *valeurs émises* ne sont pas partagées toutes par tout le monde, ni a fortiori par toutes les entreprises. Il est souvent préférable, dans ce cas, de se reporter à la réalité des faits vécue par soi-même pour s'en faire une idée. C'est pourquoi nous avons préféré, dès notre article de 2008, nous baser sur notre propre expérience d'ancien gestionnaire et de directeur général d'entreprise publique économique (EPE), ce qui nous a permis de délimiter notre champ d'investigation à trois éléments essentiels (28): l'*identité* de l'entreprise, son *règlement* intérieur et le type d'*intégration* de son personnel.

Le leitmotiv serait de donner à chacune sa propre culture d'entreprise, si cela est permis, et les risques seront ainsi bien gardés. Cela n'a malheureusement pas été fait à l'époque chadlienne où le gouvernement se contentait de gaver la population de bananes et de kiwi tout en criant à tue-tête que l'Algérie se portait à merveille en pleine crise mondiale. On a tenté de faire des citoyens algériens des rentiers du pétrole, "*sans aucune culture*" qui auraient fini par ressembler à de simples "*tubes digestifs ambulants*", tournant le dos à l'*effort* et aux plaisirs du travail. Mais, les journées d'octobre 1988 ont répondu de façon cinglante. Comme l'a écrit El-Kenz Ali (29), « dans une société moderne, les manifestations collectives, loin de représenter une « pathologie » sociale à éradiquer à coups de matraque et plus, ou à interdire carrément, sont un signe de la « réactivité » des groupes politiques, socio-économiques et culturels qui la constituent ».

2-3-L'Algérie des années deux-mille (2000-2014) : Pouvons-nous croire à une amélioration ? La culture d'entreprise serait-elle en train de renaître tel que le Phénix ?

La gestion de l'Algérie des années 2000 ne peut plus se faire selon des approximations souvent erronées et des intuitions favorisées par l'autoritarisme et la vantardise. Comme l'a dit en 2013 l'ancien premier ministre Benbitour (30), "*où trouver les ressources pour financer les importations alimentaires et le budget de l'Etat, qui ne peuvent qu'aller en augmentation sans une refondation fondamentale de notre économie ?*"

En plus de la dépendance des hydrocarbures, nous dit Benbitour, il y a la *dépendance alimentaire*, puisque 75% des calories consommées par les Algériens sont importées. C'est une économie volatile. Par ailleurs, constate-t-il, "*l'évolution des paramètres d'exploitation des hydrocarbures est très inquiétante. Durant la décennie 2000-2010, les réserves de pétrole restantes ont baissé de -7,4%. Celles du gaz de -35,7%. La production est en baisse tendancielle depuis 2006. Alors que la consommation interne a augmenté sur la même décennie de 77% pour le pétrole et 36,5% pour le gaz*". Faujas (31) note que 34% du PIB, 98% des recettes d'exportations et 65% des recettes budgétaires proviennent des hydrocarbures. Il est probable que la rente pétrolière soit appelée un jour à disparaître ou, du moins, à s'amenuiser ! Que nous enseignent les approximations et les intuitions ?

D'ailleurs, le 19 février 2014, en présentant le rapport trimestriel de la banque sur les tendances monétaires et financières du pays, même s'il a notamment déclaré que les réserves de change s'affichaient en légère hausse à fin décembre 2013, en se chiffrant à 194,012 milliards de dollars (elles avoisinent les 196 aujourd'hui) contre 190,66 milliards en 2012, le gouverneur de la Banque d'Algérie (32) a tout autant confirmé la faible progression des réserves de change au cours de l'année 2013 comparativement aux années précédentes. Jusqu'à quand "*à peu près*" tiendra-t-on ? Trois mois d'importation ?

Cependant, ce qui est "*sûr et certain*" – et encore plus grave –, c'est l'évolution à la hausse de nos dépenses d'importation. Même si quelques anciens trabendistes ont réussi dans leurs entreprises ouvertes sur l'extérieur, ils reconnaissent tous qu'il s'agit d'une économie "*import-import*". Selon les informations obtenues (33), les importations de marchandises sont passées de 9,48 milliards de dollars en 2001 à 45,10 milliards de dollars en 2011, alors que celles des services (transports à l'étranger, assistance technique, grands travaux, salariés étrangers...) sont passées de 2,44 milliards de dollars en 2001 à 12,30 milliards de dollars en 2011, soit une augmentation de 500%. Plus récemment encore, la Banque d'Algérie (34) a imputé la baisse importante de la *balance des paiements* globale au fort recul des exportations d'hydrocarbures qui ont baissé en quantité de 7,3% et en valeur de 10,2%. Les recettes se sont ainsi établies, selon son rapport, à 63,3 milliards de dollars en 2013 contre 70,5 milliards en 2012. Le recul de la balance des paiements a été aggravé par une hausse des importations de biens qui se sont chiffrées à 55,1 milliards de dollars en 2013 contre 51,5 milliards en 2012. Pour le gouverneur de la Banque, le « *niveau d'importations atteint en 2013 est non soutenable eu égard au profil des exportations, tant en volume qu'en valeur* ». En deux mots, l'excédent des transactions courantes devait ainsi chuter à 1,1% du PIB en 2013 du fait de cette baisse des exportations d'hydrocarbures conjuguée à un accroissement des importations.

En présentant le 25 novembre 2013 à Alger son rapport sur la situation économique du pays, Zeine Zeidane, chef de la mission du Fonds monétaire international (FMI) en Algérie, nous dit alors ceci : « *si l'Algérie maintient le même niveau de dépenses à long terme, les taux d'endettement pourraient atteindre 100% du PIB.* » (35). Parmi les conseils donnés par le FMI en vue de rétablir son équilibre et enclencher le mouvement de la

croissance économique, il a rappelé les huit fondamentaux suivants : 1-améliorer le climat des affaires, 2-lever les contraintes à l'investissement étranger, 3-maintenir une prudence budgétaire, 4-promouvoir l'intégration commerciale internationale, 5-doter la population active des qualifications dont l'économie a besoin, 6-réduire la consommation intérieure d'hydrocarbures, 7-lever l'interdiction sur le crédit à la consommation 8-et développer un marché de crédit- hypothécaires.

S'il est *officiellement* déclaré que ces conseils seront pris en considération, la question est de savoir si, au niveau de la "**gouvernance d'entreprise**", ils seront bien perçus, compris et acceptés pour être appliqués d'abord au niveau de la base. La compétitivité a été dégradée par un laxisme évident, poursuit Faujas : de 2005 à 2010, les salaires ont bondi de 50% bien plus qu'au Maroc ou en Chine, sans contrepartie productive. À la base, le problème touche le gestionnaire lui-même et la composante humaine de son entreprise avec toutes leurs divisions.

Sur un autre plan, comment peut-on expliquer la priorité qu'il faut donner plutôt à "*l'investissement réel*" qu'au "*placement financier*" dans les pays occidentaux ? Et, comment, en parallèle, peut-on faire admettre l'idée d'une maîtrise de la courbe de consommation en modérant les appétits de chacun ? C'est là que nous avons introduit, en 2002, la nécessité d'une révision de la théorie économique et de l'adoption de la "*thèse de l'énergoïsme*" qui vante les mérites d'une meilleure *répartition des revenus* accouplée à la modération des besoins de consommation qui consiste à distinguer les besoins selon que ce sont des produits physiologiques, des produits psychologiques, des produits environnementaux (36).

C'est là nous dit Emmanuel Noubis (37), représentant résident de la Banque mondiale en Algérie, l'objectif du groupe de réflexion Nabni qui propose un "*nouveau modèle économique audacieux pour le pays*" et qui vise à faire de la rente tirée des hydrocarbures le moteur de la diversification économique. Il s'agit de doubler le PIB non pétrolier d'ici 2025 et d'augmenter considérablement les exportations non pétrolières pour les porter de 2% du total des exportations en 2012 à 15% en 2020, à 25% en 2025 et à 40% en 2030.

Par ailleurs, dit toujours Emmanuel Noubis, "*Transformation économique et stabilité politique vont de pair, et ce sont les choix stratégiques des dirigeants et du peuple souverain qui les rendent possibles*". Ainsi, la principale condition devant prévaloir en Algérie pour asseoir une économie forte résiderait dans sa **stabilité politique**. Et, le représentant de la Banque mondiale n'a finalement fait que reprendre un verset du **Coran** pourtant bien connu des musulmans : "(...) *Dieu en vérité ne modifie nullement l'état d'un peuple, tant que les individus [qui le composent] ne modifient pas ce qui est en eux-mêmes.* » (Sourate Al-Ra'd, 13 :11).

Devrions-nous réfuter les théories historicistes de Toynbee (38) et Splenger (39) qui étendent le déterminisme des sciences expérimentales aux faits historiques car nous pensons que les lois physiques sont dépourvues des éléments qui caractérisent l'histoire tels que la fraternité, l'amitié, l'amour et bien d'autres sentiments comme le désir, la volonté, la passion, etc. Quant à la thèse de Francis Fukuyama, donnée à la suite d'Arnold Gehlen (40), elle mérite d'être approfondie. Dans cet ordre d'idées "**le Parlement**, comme l'a dit l'ex-premier ministre Benflis Ali, *joue un rôle-clé dans la gouvernance du pays, à condition qu'il soit doté de suffisamment de prérogative, et ces dernières doivent être respectées dans les limites du principe de séparation des pouvoirs*"(41). C'est au Parlement, en effet, d'exprimer cette volonté de façon libre et démocratique. D'ailleurs, dans les années soixante, quand j'étais encore étudiant à Alger, nos anciens professeurs d'économie du "*développement*" nous parlaient souvent de la "**volonté politique**" de

citoyens décidés et prêts à enclencher le processus de développement économique. C'était sans doute ce type de volonté qui animait notre peuple travailleur des années 60-70 et leurs gestionnaires d'entreprise qui insufflèrent une "*culture d'entreprise*" dans leur domaine, à leur façon, mais honnêtement. C'est de cette manière seulement que l'Algérie des années 2014-2017 garantira l'application des trois principales options qui permettront d'émerger économiquement sur le plan mondial, et nous faisons allusion bien évidemment : 1- à l'éthique du *développement* ;2-à l'esprit d'*entreprise*;3-et à l'effort d'*investissement*.

Nous insisterons évidemment sur la nécessité de rattraper le «*retard*» de l'Algérie dans le domaine des nouvelles technologies de la communication (NTIC) et combler «*le fossé numérique* » qui nous sépare du monde développé et industrialisé. Rappelons aussi que nos entreprises devraient pouvoir mieux appréhender le risque global d'un environnement stratégique rendu aujourd'hui complexe par une économie "*mondiabilisée*" changeante et mouvante et se doter dès maintenant d'un *avantage compétitif durable* grâce à la maîtrise des informations et des savoirs. Ainsi, l'*intelligence économique* qui est répandue chez nos partenaires économiques d'outre-mer sous des formes diverses, est en train de s'imposer comme une véritable *culture managériale* inhérente au tournant décisif des économies contemporaines: hyper compétition, incertitude et instabilité. Elle permet de détecter les signaux annonciateurs d'affaissement ou de croissance et de décider s'il faut favoriser d'abord les intérêts du capital ou ceux du travail pour sortir de la crise actuelle.

Avec toutes ces contingences, finalement, le lien est vite fait entre la *gouvernance* des entreprises, les *liens sociaux* et la *performance* des entreprises.

Conclusion :

Pour conclure cette modeste contribution, il nous reste à rappeler une dernière question qui ne cesse de turlupiner la tête : *Au sein d'une économie mondialisée, peut-on dire que la culture d'entreprise est uniformisée mondialement ?* Car, apparemment, la culture d'entreprise est assez différente d'un système à l'autre et si elle doit faire face à une crise économique généralisée, elle varie selon que celle-ci est due aux institutions mises en place (systémique) ou qu'elle résulte des manipulations individuelles dans l'économie (ensembliste).

Aussi, qu'elle soit privée ou publique, l'entreprise moderne semblable à l'individu de nos jours devrait être capable de se réaliser *en toute liberté* – et donc disposer de différentes trajectoires contraintes – et *en toute égalité* – c'est-à-dire avoir le choix de choisir. Mais, elle tiendra compte du contexte de développement de la société dans laquelle elle évolue et de sa propre expérience dans le système.

1-L'excès de nationalisme, source d'obstacle à la liberté d'échange ?

A l'heure actuelle, on constate qu'en guise sans doute de nouvelle culture d'entreprise, certaines entreprises, comme en France par exemple, expriment clairement leur envie d'évoluer en toute liberté. Elles invoquent la "*laïcité*" pour empêcher toute entrave à leurs modes de management. Toutefois, en agissant de cette manière, ces entreprises françaises refusent à certains de leurs travailleurs le droit de préserver leurs croyances religieuses (le voile islamique, la kippa juive, la croix chrétienne), ce qui est anti-démocratique et va à l'encontre de leur propre culture nationale (liberté, égalité et fraternité), à moins d'appliquer de telles directives à tous sans la moindre exception, mais ce serait encore se renier soi-même en se refusant sa propre culture.

Reste à savoir si ces entreprises nationales sont encore "*capables*" de préserver leur culture nationale quand on sait que l'essence de la mondialisation réside dans la tendance à la constitution d'un *marché mondial unifié*, voire d'une *culture unifiée*. Ainsi, cette culture

peut être inopérante sans que cela signifie que la mondialisation doive imposer de facto son style de vie et son style de gestion. L'uniformisation de la culture d'entreprise semble à priori inacceptable, voire même impossible. Les derniers résultats des Européennes du 25 mai 2014 mettent en avant les eurosceptiques.

D'ailleurs, comme l'a expliqué Husson (42), il y a bien une autre manière de relativiser le phénomène de la mondialisation qui consiste à dire qu'il y a en fait peu de groupes vraiment multinationaux qui n'aient pas une appartenance nationale, qui ne bénéficient pas d'aides publiques ou ne disposent pas d'une source de financement exclusivement centrée sur des capitaux qui appartiennent à un ensemble national. Et, comme l'a montré une étude quasi-récente(43) réalisée sur les marchés au Ministère français de l'Economie à partir d'une base de données détaillant les filiales des 750 plus grands groupes mondiaux, il est établi que « *les multinationales sont en général les mieux implantées dans leur pays d'origine* ». Dans le cas de la France, 77 % des effectifs des groupes multinationaux présents dans le pays appartiennent à des groupes français, 12 % à des groupes européens, et 11 % seulement à des groupes d'autres nationalités.

2-La Culture, clef du progrès et de la réussite ?

Sans doute, nous est-il permis, en tant que citoyens algériens, d'être aujourd'hui plus optimistes (*est-ce le propre des Libertariens ?*) en regardant du côté des *relations algéro-françaises*, qui, d'après les déclarations de Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, "sont excellentes" (Infos TF1, F2 et F3), et du côté de la *coopération* entre ces deux pays, l'Algérie et la France, qui, d'après les dires de Jean-Louis Levet (44), haut responsable à la coopération industrielle et technologique entre la France et l'Algérie, «*est en train de changer à la fois de méthode et d'échelle pour ne plus être simplement, côté français, une démarche commerciale à l'égard de l'Algérie. Le choix a été fait de considérer l'Algérie comme un partenaire privilégié dans les domaines scientifique, industriel et autre*». Ce responsable de la mission à la tête de laquelle il a été nommé en mai 2013 par les ministres Nicole Bricq (Commerce extérieur) et Arnaud Montebourg (Redressement productif, aujourd'hui ministre de l'économie) a ajouté que «*la France et l'Algérie ont un avenir commun*» et «*il faut que nous progressions ensemble*». (*Serait-ce la prise de conscience d'une Arche de Noé ?*)

En tous cas, c'est dire combien l'*échange international* est compris comme soutien à la croissance économique et Montaigne avait raison d'écrire au 16^{ème} siècle que, pour évoluer, il fallait *voyager et limer sa cervelle contre celle d'autrui*.

Jean-Louis Levet a justement suggéré l'idée d'un partenariat «*structuré*», «*installé dans la durée*», fondé sur une «*vision partagée*», un «*engagement volontaire*» dans la mise en œuvre des projets [sous-entendu : des entreprises], tel que défini par *la Déclaration d'Alger et de coopération entre l'Algérie et la France* signée le 19 décembre 2012 par les présidents Hollande et Bouteflika et la Déclaration conjointe pour un partenariat industriel et productif.

Finalement, même les dirigeants politiques donnent l'impression d'avoir saisi la tentation des entrepreneurs de tous pays d'engager des partenariats respectueux de la culture de chacun, bien souvent par-delà les frontières politiques. Comme la culture d'entreprise est un soutien exemplaire de la bonne gouvernance d'entreprise, la condition finale de son succès est toutefois que les managers doivent être assez *cultivés* et assez bien *informés* des faits et des événements du monde et de son histoire pour savoir les intégrer dans la culture de leurs entreprises. La "*médiocrité*" est l'ennemie de la "*compétitivité*" : elle n'a jamais donné de bons résultats même dans un régime de dictature absolue. Et, parmi les experts ayant participé au débat du 14 septembre 2011 sur le rendement des 173,9 milliards

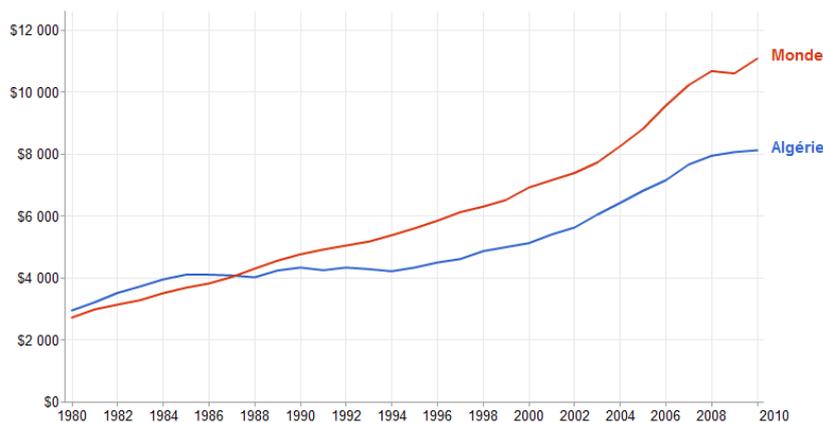
de dollars (à cette époque) de réserves de change de l'Algérie, Abderrahmane Mebtoul avait bien raison de déclarer (45) que "*les deux fondamentaux du développement du 21^{ème} siècle tenant compte de la mondialisation irréversible, liant efficacité économique et la cohésion sociale, sont la bonne gouvernance et la valorisation du savoir*". Jamais, on n'a vu des canassons remporter la course face à des "*chevaux arabes*".

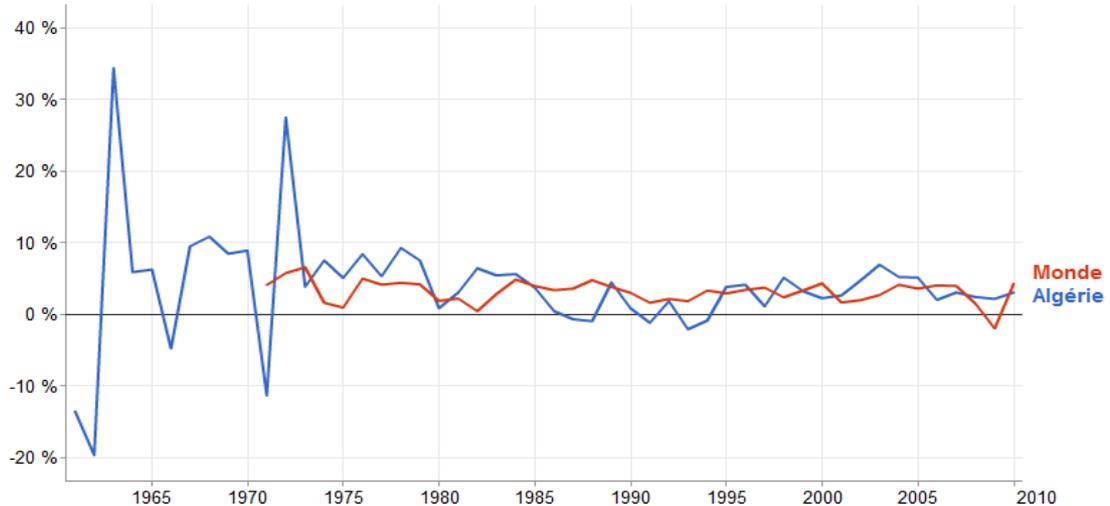
Finalement, que pourrions-nous dire d'une bonne culture d'entreprise, si ce n'est une culture qui serait imprégnée du sens de l'ouverture, c'est-à-dire l'ouverture des frontières mais aussi l'ouverture des esprits. Sans la possibilité d'une rencontre des grands esprits, l'humanité restera à jamais incapable de *réaliser* et d'*institutionnaliser* le *bien-être* et la *concorde mondiale*.

Contrairement à la théorie classique et néoclassique du libre-échange, nous devons en fin de compte admettre l'idée que "*l'autre*" n'est pas toujours "*l'étrange*" (en anglais : Stranger) et le fait de communiquer l'un avec l'autre car cela renchérit la connaissance des hommes et la communauté d'intérêts en apaisant les esprits, en faisant taire les animosités et en poussant à la solidarité. La vie en entreprise est capable de le mettre en exergue (46).

Graphiques

1^{er} graphique



2^{ème} graphiqueRéférences numérotées dans l'article :

-Goetzmann Nicolas (2014), Les sociétés occidentales sont-elles devenues tellement complexes que les gouverner dépasse le seuil de compétence des élus (et des électeurs) ? – *Atlantico* du 16 février 2014 –

<http://www.atlantico.fr/decryptage/societes-occidentales-sont-elles-devenues-tellement-complexes-que-gouverner-depasse-seuil-competence-elus-et-electeurs-nicolas-g-983291.html>

-Bessa Zoheir : Stratégie algérienne de développement. Aperçu sur l'histoire de son sabotage méthodique par les partisans de la voie capitaliste – *Aujourd'hui l'Afrique* N°113 - septembre 2009 – jeudi 24 septembre 2009

-Hafsi Tayeb (Montréal) ElWatan, 2011

-Launois S. (1970) : Le contrôleur et le conseiller de gestion, éditions Dunod économie, p.1

-Artus Patrick (2014) : la zone euro contre le reste du monde – *Le Point.fr* - Publié le 06/01/2014

-Sauvy Alfred (1973) : Croissance Zéro ? Calmann-Lévy, p40

-Équité sociale, septembre 2010 : Pauvreté et Développement durable : <http://www.vedura.fr/social/pauvrete>

-Gadrey Jean, économiste, extrait du magazine Alternatives économiques n° 256 (03/2007) : Le baromètre des inégalités dans le monde – Article de l'Observatoire des inégalités du 18 avril 2007 –

<http://www.inegalites.fr/spip.php?article665>

- Harribey J. M. & all. (2004), « Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe ». –éditions Paris, Mille et une nuits, 2004 –page10
- Legouté Jean Ronald (GRIC, 2001, p7)
- Auteur, thèse de doctorat d'Etat: "*la répartition du revenu national et le développement économique –le modèle de Ricardo et application au cas algérien*", avril 2002, Cf. préface de la troisième et dernière partie : conditions de la répartition au sein du processus de développement algérien
- Bormans Christophe (2001) : 400 citations d'économie: commentées & analysées, Studyrama, 2001, pp154-155
- Auteur, (2003), Le Bréviaire économique du chercheur et de l'étudiant –éditions de la D.P.U, Université Badji Mokhtar d' Annaba, p176
- Goux Jean-François (1994), centre de recherche "*Monnaie-Finance-Banque*" de l'université Lumière à Lyon2, la taxinomie des systèmes financiers : le renouvellement des typologies fondées sur le mode de financement des entreprises, *revue d'économie financière : les marchés financiers émergents*, volume 29, N°29, pp201-228, Arcueil Cedex, page 203
- Huemer Michael : "*éloge de la passivité*" (*In Praise of Passivity*) (Quarterly Journal, 2012) – cité par Goetzmann Nicolas (2014), réf. Déjà citée.
- Prescott Edward Christian, "*Les richesses défendues*" (éditions du MIT, 2002), extrait du cours d'HPE contemporaine de l'auteur et du CV de Prescott sur Melchior.fr
- Launois S. (1970) : Le contrôleur et le conseiller de gestion, éditions Dunod économie, p65
- Auteur, (2003), Le Bréviaire économique du chercheur et de l'étudiant –éditions de la D.P.U, Université Badji Mokhtar d' Annaba, p296
- Bouchard, Econostrum, 2014, Le monde arabe à la traîne en matière de haut débit, Revue Econostrum du Lundi 10 Février 2014
- Sen Amartya (1933) : Prix Nobel d'économie en 1998, pour ses travaux sur la famine, sur la théorie du développement humain, sur l'économie du bien-être, sur les mécanismes fondamentaux de la pauvreté, et sur le libéralisme.
http://fr.wikipedia.org/wiki/Amartya_Sen + Capabilité :
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Capabilité>
- Nussbaum Martha (1947) philosophe américaine née Martha Craven le 6 mai 1947, convertie au judaïsme et mariée en 1975 à Alan Nusbaum dont elle divorça en 1987:
http://fr.wikipedia.org/wiki/Martha_Nussbaum
- Brugère Fabienne, Bordeaux 2009 et Joan Tronto (La Découverte, 2009)
- Perreau Bruno, Revue GSS, 2010
- Todd David (Paris 1, 2007),
- Auteur, Revue Economie et Management, Tlemcen, 2008
- L'état comparatif des données algériennes par rapport au monde, publié par la Banque mondiale – indicateurs de développement dans le monde – Mise à jour du 02 novembre 2011
- Noubis (ElWatan, 2013), représentant résident de la Banque mondiale en Algérie : Situation socioéconomique de l'Algérie : la Banque mondiale insiste sur la stabilité politique – Un article de Lyès Mehti dans El-Watan du samedi 05.10.13 | 10h00 –
- Auteur, Revue Economie et Management, Tlemcen, 2008
- El-Kenz Ali : Algérie, lien politique et lien social – 15 octobre 2008 –
source :ElWatan du 5 octobre 2008, publié par
http://www.cetri.be/spip.php?page=imprimer&id_article=882&lang=fr

-Benbitour Ahmed (2013) Quel avenir pour l'économie algérienne ? Point de vue, ElWatan, le 30.10.13-p2

-Faujas Alain (2014), Entre virage et voie de garage, *Jeune Afrique* N°2777, du 30 mars au 5 avril, p70

-Le rapport trimestriel de la Banque d'Algérie (ElWatan, 2014)

-ElWatan, le 30.10.13 : Quel avenir pour l'économie algérienne ?

-Le rapport trimestriel de la Banque d'Algérie (ElWatan, 2014)

-Zeine Zeidane (Econostrum, 2013

-Auteur, Revue El-Tawassol, N°10, 2003

-Noubis (ElWatan, 2013), déjà citée.

-Toynbee Arnold Joseph (14 avril 1889 -22 octobre 1975) est un historien britannique. Son analyse en douze volumes de l'essor et de la chute des civilisations, *Étude de l'histoire*(*A Study of History*), parue entre 1934 et 1961, est une synthèse de l'histoire mondiale, une « métahistoire » basée sur les rythmes universels de la croissance, de l'épanouissement et du déclin. Toynbee a produit une théorie générale de l'histoire et de la civilisation. L'histoire comparée st son domaine de prédilection. (Wikipédia)

-Spengler Oswald (1880 Blankenburg /1936 Munich) Philosophe allemand, auteur de l'un des ouvrages marquants du XXe siècle, "Le Déclin de l'Occident", auteur également de L'homme et la technique. Il a jeté les bases d'une philosophie de l'histoire dont il espérait qu'elle permette de prédire le cours des grands événements. Dans son grand ouvrage, "Le Déclin de l'Occident", Spengler critique la conception traditionnelle de l'histoire vue comme une série de processus interdépendants bien que divisibles en périodes. Il estime que l'histoire du monde consiste en des cultures indépendantes les unes des autres qui suivent un cours cyclique. Spengler distingue huit niveaux de culture. On peut, dit-il, penser la culture par analogie avec l'organisme vivant: elle naît, elle a une jeunesse et une maturité, elle décline et elle meurt. Spengler appelle civilisation le dernier stade du développement d'une culture, celui du dépérissement. Ses caractéristiques sont la décadence et l'éclectisme dans l'expression artistique, le vide et le scepticisme. Elle se manifeste par l'existence de grandes villes. En se basant sur cette analyse, Spengler croit que la culture occidentale a atteint la phase de la civilisation et est vouée à un déclin imminent. Il ne faut pas considérer un tel déclin comme une catastrophe, mais comme une dissolution.

<http://www.jutier.net/contenu/spengler.htm>

-Gehlen Arnold : Dans un article célèbre publié en 1975 et intitulé "Ende der Geschichte?", ce sociologue avait avancé l'hypothèse d'une fin de l'Histoire, entendez par-là d'un aboutissement final du processus innovatif - qu'il s'agisse d'innovations économiques, politiques, sociales, artistiques ou autres- qui avait marqué l'histoire du monde humain depuis ses origines les plus lointaines. Quatorze années plus tard, Francis Fukuyama allait à son tour publier un article en 1989 intitulé "The End of History?" et un livre en 1992 intitulé "*La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*", chez Flammarion : un article et un livre qui allaient provoquer de grandes controverses. Lorsque Fukuyama parle de 'fin de l'Histoire', il ne prétend pas que plus rien ne se passera. Ce qu'il veut surtout dire, c'est que n'apparaîtront plus de nouveaux modèles sociaux, politiques ou économiques. Il serait donc plus exact de parler de fin de l'histoire des idées sociales, politiques ou économiques. http://www.forum.lu/pdf/artikel/2961_137_Campagna.pdf

-Benflis Ali se réunit avec les députés, ElWatan, 14 février 2014

-Husson Michel (2003), La mondialisation nouvel horizon du capitalisme– Europe solidaire sans frontières :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article506>

-Bourcieu & alt., 2000 – Site du Ministère français de l’Economie

-Levet Jean-Louis (2014), haut responsable à la coopération industrielle et technologique entre la France et l’Algérie

-Mebtoul Abderrahmane: débat entre dix experts sur le rendement des réserves de change... (Sat, 14-09-2011) –

<http://www.algerie-focus.com/blog/2011/09/debat-entre-10-experts-sur-le-rendement-des-1739-milliards-de-reserves-de-change-de-lalgerie/>

-Auteur, Revue Economie et Management, Tlemcen, 2008

Références bibliographiques générales

Ouvrages

-Bormans Christophe (2001): 400 citations d’économie: commentées & analysées, Studyrama

-Boumendjel Saïd (2002), Cité en préface de la troisième et dernière partie : conditions de la répartition au sein du processus de développement algérien – doctorat d’Etat: "*la répartition du revenu national et le développement économique –le modèle de Ricardo et application au cas algérien*", avril.

-Boumendjel Saïd (2003), Le Bréviaire économique du chercheur et de l’étudiant – éditions de la D.P.U, Université Badji Mokhtar d’Annaba

-Dupret Xavier (2009), Krach mondial, Éd. Couleurs Livres, Bruxelles

-Fossaert Robert (1961), économiste, sociologue français: L’avenir du capitalisme, Paris : Éditions du Seuil, Collection Esprit “ La cité prochaine ”.

-Fridenson Patrick et André Straus (1987) : Le Capitalisme français (XIXe-XXe siècle) – Editions Fayard, Parution : 25/03/1987

-Launois S. (1970) : Le contrôleur et le conseiller de gestion, éditions Dunod économie

-Millet Damien et Toussaint Éric (2010), La crise ? Quelles crises ?, Aden

-Michel de Pracontal et Walter Christian (2009), Le Virus B. Crises financières et mathématiques, Éd. du Seuil

-Sauvy Alfred (1973) : Croissance Zéro ? Calmann-Lévy

-Touraine Alain (2010) : Après la crise – Ed. du Seuil, 16 Septembre 2010

Articles

- Arthus Patrick (2014) : la zone euro contre le reste du monde –Le Point.fr - Publié le 06/01/2014 à 06:01 - Modifié le 06/01/2014 à 06:33 : http://www.lepoint.fr/invites-du-point/patrick-artus/artus-la-zone-euro-contre-le-reste-du-monde-06-01-2014-1777066_1448.php

- Baverez Nicolas (2008) Le libéralisme, remède à la crise, in Le Monde, mercredi 15 octobre, p30

- Benbitour Ahmed (2013) Quel avenir pour l’économie algérienne ? point de vue, El-Watan, le 30.10.13–p2–http://www.elwatan.com/actualite/quel-avenir-pour-l-economie-algerienne-233180_109.php

- Benflis Ali (2014) se réunit avec les députés – un article de Sofia Ouahib: http://www.elwatan.com/actualite/benflis-se-reunit-avec-les-deputes-14-02-2014-245694_109.php – El-Watan du 14 février 2014
- Bessa Zoheir (2009), Stratégie algérienne de développement. Aperçu sur l'histoire de son sabotage méthodique par les partisans de la voie capitaliste –la revue *Aujourd'hui l'Afrique* N°113 - septembre 2009, repris par: Alger Républicain du jeudi 24 septembre 2009
- Boumendjel Saïd et Sari Mohamed (2001), Monnaie et capacité de financement entre le théorique et la pratique –*Revue des sciences humaines* de l'université Mentouri de Constantine, N°15, juin, pp. 107-119.
- Boumendjel Saïd (2008), Culture d'entreprise et bonne gouvernance : un hommage à un schumpetérien de l'Algérie – N°7 de la *revue d'Économie et Management* – Faculté des sciences économiques et de gestion de l'université de Tlemcen, avril.
- Bourcieu Edouard et François Benaroya, (2000), « Les grands groupes français face à la mondialisation », *Les Notes Bleues de Bercy* n°196 et n°197, décembre 2000.
- Brugère Fabienne (2009) : Philosophe française née à Nevers en 1964 et Présidente du Conseil de développement durable de Bordeaux depuis juin 2008 : *Pour une théorie générale ducare* –publié dans laviedesidees.fr, le 8 mai 2009
- Chavagneux Christian (2009), Banques : des risques mal calculés, *Alternatives économiques* n°283 de septembre
- El Kadi Ihsane (2011), Trente ans après Valhyd, Bouteflika comme Chadli Bendjedid, Article d'El-Watan économie/ L'actualité, page 2 du 28 février 2011.
- El-Kenz Ali : Algérie, lien politique et lien social– source :ElWatan du 5 octobre 2008 – publié par le CETRI du 15 octobre 2008: http://www.cetri.be/spip.php?page=imprimer&id_article=882&lang=fr
- Faujas Alain (2014), Entre virage et voie de garage, *Jeune Afrique* N°2777, du 30 mars au 5 avril.
- Galal Ahmed et Sélim Hoda: Le CRDI vecteur d'idées – <http://www.youtube.com/watch?v=8JrCeJMSIKs>
- Goetzmann Nicolas (2014), Les sociétés occidentales sont-elles devenues tellement complexes que les gouverner dépasse le seuil de compétence des élus (et des électeurs) ? – *Atlantico* du 16 février 2014 – <http://www.atlantico.fr/decryptage/societes-occidentales-sont-elles-devenues-tellement-complexes-que-gouverner-depasse-seuil-competence-elus-et-electeurs-nicolas-g-983291.html>
- Goux Jean-François (1994), centre de recherche "Monnaie-Finance-Banque" de l'université Lumière à Lyon2, la taxinomie des systèmes financiers: le renouvellement des typologies fondées sur le mode de financement des entreprises, *revue d'économie financière: les marchés financiers émergents*, volume 29, N°29, pp201-228, Arcueil Cedex.
- Huemer Michael (2012), Pr. philosophie, Uni. Colorado, "In Praise of Passivity" in *Studia Humana, Quaterly Journal* – Vol. 1:2, pp.12—28: <http://studiahumana.com/pliki/wydania/InPraiseofPassivity.pdf>
- Laksaci Mohamed (2014) gouverneur de la banque centrale, cité par ZhorHadjam / El-Watan, le 20.02.14 | 10h00 : Faible progression des Réserves de change en 2013 : le matelas de devises permet à l'Algérie de faire face à d'éventuels chocs

- externes – http://www.elwatan.com/economie/reserves-de-change-faible-progression-en-2013-20-02-2014-246426_111.php
- Legouté Jean-Ronald (2001) : Définir le développement: historique et dimensions d'un concept plurivoque –Introduction au concept de développement– Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC) ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM) – *Cahier de recherche* Vol. 1, no 1, Février 2001–page 7 – <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/legoute2.pdf>
 - Levet Jean-Louis (2014) cité par BouzeghraneNadjia, Des projets centrés sur la recherche et le monde de l'entreprise mis sur les rails – El-Watan du dimanche 9 février, page 8.
 - Noubis Emmanuel (2013), représentant résident de la Banque mondiale en Algérie : Situation socioéconomique de l'Algérie : la Banque mondiale insiste sur la stabilité politique – Un article de Lyès Mechti dans El-Watan du samedi 05.10.13 | 10h00 – http://www.elwatan.com/economie/situation-socioeconomique-de-l-algerie-la-banque-mondiale-insiste-sur-la-stabilite-politique-05-10-2013-230293_111.php
 - Perreau Bruno (2010) : Tronto Joan, Un monde vulnérable. Pour une politique du care, Genre, sexualité & société, 4 /Automne, mis en ligne le 05 décembre, URL : <http://gss.revues.org/1699>
 - RSG, représenté par le Professeur Philippe Naszályi (2013) – éditorial de la *revue des sciences de gestion* N°263-264 de juin – 91360, Epinay sur Orge, France
 - Rodrik Dani (2010), L'illusion de la coordination financière internationale, *La Tribune* du 25/02
 - Spengler Oswald (1880 Blankenburg /1936 Munich) <http://www.jutier.net/contenu/spengler.htm>
 - Tronto Joan: <http://www.philomag.com/joan-tronto>
 - Vittori Jean Marc (2009), une autre lecture de la crise, *Les Echos*, 28 mai.
 - Wolf Martin (2010), « Il n'y a pas que les banques », *Le Monde* du 2 février.
 - Yousfi Youcef (2014) Premier ministre par intérim dans : Sécurité et développement en Afrique: "le rôle de l'Algérie unanimement reconnu Bruxelles, 02 avril" – *Portail du premier ministre* : http://www.premier-ministre.gov.dz/index.php?option=com_content&task=view&id=3462&Itemid=261

Différents sites Internet à consulter

- Bacs-sujets et corrigés du Bac : <http://www.jeunesprofs.com/ressources-2nd-degre/lycee/sujets-corriges-du-bac/sujets-de-sciences-economiques-et-sociales-term-es/telecharger-pdf>
- Site Care: [http://fr.wikipedia.org/wiki/Care_\(sciences_sociales\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Care_(sciences_sociales))
- Site Econostrum : Bouchard Mathieu, Le monde arabe à la traîne en matière de haut débit, *Revue Econostrum* du Lundi 10 Février 2014 :http://www.econostrum.info/Le-monde-arabe-a-la-traine-en-matiere-de-haut-debit_a17454.html?preaction=nl&id=21112326&idnl=155832&
- Site Econostrum :ZeineZeidane cité par Amal Belkessam, à Alger : La croissance algérienne reculera en 2013 selon le FMI – *Revue Econostrum* du Mercredi 27 Novembre 2013 – http://www.econostrum.info/La-croissance-algerienne-reculera-en-2013-selon-le-FMI_a16738.html?preaction=nl&id=21112326&idnl=150604&

- Site Melchior: <http://www.melchior.fr/Edward-C-Prescott-prix-nob.10948.0.html>
- Site Slate.fr : Vernet Daniel, Et maintenant, il va se passer quoi en Ukraine? –
Publié le 23/02/2014 : <http://www.slate.fr/story/83809/quatre-defis-ukraine-post-ianoukovitch>
- Sites Wikipédia divers: http://fr.wikipedia.org/wiki/Amartya_Sen ;
/Crise_politique_de_2013-2014_en_Thaïlande; /Guerre_civile_syrienne;
/Capabilité; /Manifestations_de_2014_au_Venezuela; /Martha_Nussbaum;
- Site Europe Solidaire : Husson Michel (2003) : La mondialisation nouvel horizon
du capitalisme– Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article506>